

<https://ricochets.cc/Le-gouvernement-veut-dissoudre-un-groupe-militant-pour-des-intentions-supposees-un-e-procedure-arbitraire-contre-la-liberte-d-expression.html>



**Le gouvernement veut  
dissoudre un groupe militant  
pour des intentions  
supposées, une procédure  
arbitraire contre la liberté  
d'expression**

Publication date: jeudi 27 octobre 2022

- Les Articles -

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

[La loi séparatisme](#) permet une extension arbitraire de la répression des contestations des pouvoirs. Après entre autres [la procédure avortée contre le média Nantes Révoltée](#) et les menaces [contre Alternatiba](#) (et aussi envers un groupe antifasciste, des associations musulmanes dissoutes...), nouvelle illustration du régime autoritaire en vigueur et de ses sinistres oeuvres en Lorraine.

C'est fou comme cette supposée « démocratie » ressemble souvent furieusement à une forme de dictature.



**Le gouvernement veut dissoudre un groupe militant pour des intentions supposées, une procédure arbitraire contre la liberté d'expression** La loi « séparatisme » facilite l'extension arbitraire de la répression tout azimut

## 4 LE GOUVERNEMENT VEUT DISSOUDRE LE BLOC LORRAIN 4

- Une association qui pratique l'entraide et participe aux luttes anticapitalistes dans l'Est de la France

**Connaissez-vous le Bloc Lorrain ? L'association libertaire est très active en Lorraine et organise à la fois des actions de solidarité, des distributions de nourriture et des manifestations de rue. Elle anime aussi son propre média sur les réseaux sociaux. Le Bloc Lorrain est dans le collimateur des autorités depuis un certain temps.**

Aujourd'hui, le gouvernement passe à la vitesse supérieure : il y a quelques jours, une procédure de dissolution leur a été adressée par courrier. Explications avec le porte parole de l'association.

Avril 2022, une « Marche pour le Futur » réunit des centaines de personnes à Nancy, pour répondre à l'urgence écologique. À l'initiative : le Bloc Lorrain. Le 4 septembre, des centaines de panneaux publicitaires qui restent allumés toute la nuit sont éteints, à Metz, Nancy et Commercy. Derrière cette action écolo : le Bloc Lorrain. Fin septembre, des banderoles sont déployées dans la centrale à charbon de Saint-Avold en Moselle. Les manifestants se sont introduits sur ce site pour protester contre la réouverture de cette centrale très polluante et pour appeler à la sortie du capitalisme. Le Bloc Lorrain revendique le coup d'éclat. Le collectif a été très actif durant les Gilets Jaunes, ou contre le Pass Sanitaire.

La structure est une association loi 1901 qui « regroupe environ 200 adhérents et adhérentes de tous les âges » nous explique son porte parole. Le collectif se revendique libertaire, altermondialiste, écologiste, et promeut des idées anarchistes. À la base, c'est « un groupe de potes, certains militent depuis 20 ans ». Après les Gilets Jaunes et le mouvement des retraites, la bande décide de passer aux choses sérieuses. « On s'est constitué en association en mars 2021, pour mener à bien certaines actions autour de la justice sociale. »

Et le Bloc Lorrain ne ménage pas ses efforts. Des maraudes sont organisées « toutes les semaines, à Nancy, Metz, dans toute la Lorraine ». Désormais, il « y a des militants partout dans la région » et même « des sympathisants ailleurs ». En deux ans, le Bloc Lorrain a distribué plus de 20.000 repas.

Le collectif réalise aussi des distributions de nourriture aux étudiants chaque semestre et vient en aide à des familles de réfugiés. « On fait aussi des actions environnementales » nous explique le porte-parole. Par exemple, le groupe sort ramasser des tonnes de déchets jetés dans la nature. Des initiatives salutaires, en faveur du bien commun.

C'est un véritable « système alternatif de luttes » qui se met en place. Le Bloc Lorrain pratique l'entraide concrète et lutte dans la rue. « On manifeste aussi, évidemment, on tient les banderoles », ou encore « on milite aussi sur Bure, contre l'enfouissement des déchets nucléaires ». Le Bloc Lorrain s'est aussi déplacé à Paris lors de grosses manifestations ou à Nantes lors de fêtes de la musique en hommage au jeune Steve.

**Pour ses actions solidaires et bénévoles, le Bloc Lorrain n'a jamais été félicité, au contraire, il subit une forte répression : « beaucoup d'interpellations mais jamais pour des faits de violences ou de dégradations ».** « Moi même j'ai souvent été jugé, pour des délits de presse, ce qu'on écrit, quand on dénonce des violences policières, quand on parle de milice pour dénoncer les policiers par exemple » raconte le porte-parole.

Autre exemple après une manifestation déclarée à Nancy : « 40 personnes ont été convoquées parce qu'on aurait fait une entrave à la circulation ». Il y a beaucoup d'autres « situations complètement absurdes », par exemple une pluie de verbalisations contre des militants pendant le confinement, des « gardes-à-vue sans motif ni procès derrière »...

Ces derniers mois « on était suivis par des gens chelous, même pendant les maraudes. On ne sait pas si c'est les services de renseignement, la préfecture de police, une cellule sur l'ultra-gauche. Des mecs cachés pour nous prendre en photo. On a tout documenté sur notre page facebook, en les tournant en dérision. »

Cela n'a visiblement pas fait rire le Ministère de l'Intérieur, qui est entré dans une frénésie de dissolution depuis deux ans. Dans un courrier daté du 21 octobre 2022 que nous avons pu consulter, le Bloc Lorrain est accusé de provoquer « à des manifestations armées ou à des agissements contre des personnes et des biens ». Rien que ça.

Dire la vérité est désormais interdit en France

Comme lorsque le gouvernement a tenté de dissoudre Nantes Révoltée, le Groupe Antifasciste Lyon et Environ ou des associations de défense de la Palestine, il ne s'agit que d'accusations floues, basées sur des intentions supposées. Par exemple le gouvernement accuse la structure de « valoriser les débordements » sur sa page Facebook, ou encore la diffusion d'une vidéo montrant « des déplacements de réfugiés et des événements cataclysmiques » pour dénoncer le capitalisme. **Dire la vérité est désormais interdit en France.**

Chaque publication ou commentaire sur Facebook semble scrutée, épluchée, pour en déduire que le collectif « incite » à la « commission d'actes violents ». Le procès d'intention ne fait aucun doute : « Vous ne désavouez à aucun moment les paroles ou les actes de vos militants, vous les encouragez comme le montre votre dénonciation des violences policières ». Encore une fois, dénoncer un fait réel et documenté, à savoir la répression, devient un délit.

Les procédures de dissolution sont d'abord des procédures contre la liberté d'expression.

**D'ailleurs, le courrier reproche le « dénigrement » des forces de l'ordre et l'emploi de l'acronyme « ACAB ».** Comme pour les autres procédures de dissolution, la police semble être devenue un corps intouchable, qu'il est interdit de mettre en cause, sous peine d'être dissout.

**Encore plus absurde, « la création de Street Medics au sein du Bloc Lorrain vient clairement démonter une véritable préparation à l'affrontement » peut-on lire.** Soigner les blessés en manifestation serait donc passible de dissolution alors qu'il s'agit, en principe, d'une obligation pour les autorités !

**Durant quatre pages, tout est aussi lunaire, jusqu'à la signature de Pascale Léglise, la « directrice des libertés publiques et affaires juridiques » du Ministère de l'Intérieur. On croit rêver. Le clan de Darmanin semble bien décidé à détruire tous les contre-pouvoirs locaux. Hier, c'était Nantes Révoltée, petit média indépendant de l'Ouest qui était visé par cette procédure. Aujourd'hui c'est une association d'entraide bénévole en Lorraine. Et demain ? Jusqu'où ira le délire répressif ?**

Le Bloc Lorrain n'a pas l'intention de baisser les bras : « on a un collectif d'avocats pour nous défendre au Conseil d'État ». Et une manifestation est déjà prévue le 5 novembre à Nancy.

Enfin, une cagnotte en ligne a été lancée pour faire face aux frais de justice, « on n'a pas de finances, l'argent qu'on collecte on l'investit pour nos maraudes ou pour aider des réfugiés » explique le porte-parole. Ses membres ont donc besoin de soutien, vous pouvez les aider ici : <https://www.helloasso.com/associations/le-bloc-lorrain/>

La page facebook du collectif : Le Bloc Lorrain

(post de Contre Attaque)